

# Ouvrir les yeux

*Un rapport récent, publié par la Commission des armes de destruction massive, énonce soixante propositions sur la façon dont le monde pourrait se libérer des armes nucléaires, biologiques et chimiques.*

**L**e titre du rapport de la Commission des armes de destruction massive, Armes de terreur, entend sonner l'alarme et ouvrir les yeux. Comme l'indique clairement le sous-titre, Libérer le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques, le rapport ne traite pas tant du terrorisme au sens actuel, traditionnel et étroit du terme que de la possession – non seulement tolérée, mais généralement respectée et très influente dans la communauté internationale – d'armes de destruction massive – ou armes de terreur – par les gouvernements.

Présidée par Hans Blix, ancien directeur général de l'AIEA, la Commission des armes de destruction massive tente de résoudre le paradoxe apparent qui veut que les principales armes de destruction massive – quelque 27 000 armes nucléaires – que détiennent les grandes puissances sont généralement considérées comme une source légitime de puissance et de prestige et comme un facteur de stabilisation, alors que chez d'autres, elles sont considérées comme une menace existentielle pour la communauté internationale.

La Commission, qui compte 14 membres, voit les choses de manière opposée. Contrairement à la rhétorique en vogue actuellement concernant les États voyous, elle estime que les armes de destruction massive sont intrinsèquement dangereuses, indépendamment de qui les possède. En écho au rapport de 1996 de la Commission de Canberra sur l'élimination des armes nucléaires, elle affirme qu'« aussi longtemps qu'un État possédera de telles armes, en particulier des armes nucléaires, d'autres voudront en acquérir. Tant qu'elles demeurent dans les arsenaux, ces armes risquent d'être utilisées un jour, intentionnellement ou par accident, ce qui serait catastrophique. » Tel est le credo fondamental de la Commission – indépendante – des armes de destruction massive.

La Commission des armes de destruction massive a été créée en 2003 par la défunte Ministre suédoise des affaires étrangères, Anna Lindh, sur la proposition de Jayantha Dhanapala, alors Secrétaire général adjoint au désarmement, nommé ultérieurement à la Commission Blix. Les autres membres, tous invités par le Président Hans Blix à siéger à titre personnel, étaient Dewi Fortuna Anwar, Alexei G. Arbatov, Marcos de Azambuja, Alyson J. K. Bailes, Gareth Evans,

Au cours des dix années qui ont suivi la publication du rapport de la Commission de Canberra, le monde est devenu plus interdépendant économiquement. Les États sont tous confrontés aux mêmes problèmes écologiques et aux mêmes maladies contagieuses. On n'a recensé aucun conflit territorial ou idéologique grave entre les grandes puissances. Pourtant, étonnamment, le climat des négociations sur le désarmement s'est détérioré.

— Rapport sur les armes de destruction massive, préface du Président

Patricia Lewis, Masashi Nishihara, William J. Perry, Vasantha Raghavan, Cheikh Sylla, le Prince El Hassan bin Talal, et Pan Zhenqiang.

La raison d'être de la Commission a été l'inquiétude suscitée par la stagnation des initiatives mondiales de désarmement à la fin des années 1990 et au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Depuis 1996, date de signature du *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*, on a recensé plus d'échecs que de succès. On peut dire, paradoxalement, qu'on a davantage progressé pendant la guerre froide qu'après.

Face à cette impasse, la Commission Blix présente 60 recommandations – 30 sur les armes nucléaires et 30 sur d'autres armes de terreur et thèmes transversaux – afin de redonner un souffle aux efforts mondiaux de désarmement et de renforcer la primauté du droit dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement.

Sans minimiser les différences fondamentales qui existent entre les armes nucléaires, biologiques et chimiques, le rapport part du fait qu'elles sont toutes, à juste titre, appelées armes de terreur. Destinées à terrifier autant qu'à détruire, ces armes sont les plus inhumaines de toutes. Aux mains d'États ou de terroristes, elles peuvent causer des destructions bien plus importantes que n'importe quelle arme conventionnelle, et frappent sans discernement et bien plus durablement. Tel est le point de départ de la Commission internationale des armes de destruction massive

S'il existe déjà une interdiction totale des armes biologiques et chimiques (*Convention de 1975 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, et Convention de 1997 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction*), il n'existe aucune interdiction correspondante pour les armes nucléaires. Il existe, en revanche, le *Traité de 1970 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*, d'une durée initiale de 25 ans, prolongé en 1995 pour une durée indéfinie, qui exige que les parties négocient un désarmement nucléaire et qui regroupe bien plus d'États que l'une ou l'autre des deux conventions susmentionnées.

La Commission Blix, en conséquence, appelle à renforcer et à généraliser ces conventions tout en présentant des mesures partielles et complémentaires visant à limiter et à réduire les armes nucléaires dans l'optique de leur interdiction finale. Sa première recommandation est l'entrée en vigueur du *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)*, qui a maintenant dix ans.

Ouvert à la signature en 1996, il a été signé en premier par le Président des États-Unis, Bill Clinton. En avril 2006, il avait été signé par 176 États et ratifié par

132. Cependant, il manque encore, pour qu'il entre en vigueur, 10 des 44 ratifications requises, dont celles de la Chine et des États-Unis, puissances nucléaires. Le rapport ne se fait aucune illusion sur les chances d'entrée en vigueur rapide du TICE compte tenu, surtout, de l'opposition farouche de l'administration américaine actuelle et du Sénat des États-Unis, qui a déjà rejeté une fois sa ratification.

Dans une communauté internationale qui s'intègre rapidement, des traités et des institutions telles que l'ONU, l'AIEA et l'OIAC demeurent indispensables. Malgré leurs défauts, ils peuvent faire des choses importantes que les États ne peuvent faire à eux seuls. Ils sont ... les instruments essentiels dont les États ont besoin pour accroître la sécurité, gérer conjointement les systèmes d'inspection et réduire la menace inhérente aux armes de destruction massive.

— Rapport sur les armes de destruction massive, préface du Président

Tout en visant la maîtrise des armements et le désarmement, le rapport Blix place de manière réaliste cette question dans une perspective plus large, démontrant que pour progresser dans ce domaine, y compris pour faire interdire les armes nucléaires, il faut un ordre mondial dans lequel les pays ne dépendront plus d'armes de terreur pour assurer leur sécurité.

---

*Diplomate et écrivain suédois, Manne Wängborg (manne.wangborg@foreign.ministry.se), actuellement Consul général de Suède à Kaliningrad (Russie), a été Secrétaire général adjoint de la Commission des armes de destruction massive.*